

La gauche et son dilemme militaire

Christian Zürcher

Partout dans le monde, on assiste désormais à des envies de réarmement. En Suisse aussi. Cela creuse des fossés au sein de la gauche et le GSsA est confronté à des questions fondamentales.

Au début fut un aveu.

La conseillère nationale socialiste soleuroise Franziska Roth a déclaré qu'elle s'était trompée. Elle n'aurait jamais pensé qu'une guerre d'agression puisse avoir lieu en Europe. Elle a raconté cela au média en ligne « Nebelspalter ». De même que le fait que ce n'était pas le moment de discuter du désarmement.

Cette déclaration a fait des vagues, notamment parce que l'auteur en a déduit à tort, selon Roth, qu'elle se prononçait désormais pour un réarmement. Une socialiste en faveur de plus de dépenses militaires !

Non, ce n'est pas aussi simple. « Mais je remets en question ma propre position à cause des récents événements. Je l'assume », dit Roth. La femme de 55 ans estime qu'une discussion sur la politique de sécurité suisse est désormais nécessaire. Une analyse propre et réfléchie. Sans œillères personnelles. Elle entend aussi par-là : libre de ses propres idéologies politiques. Si ses déclarations pouvaient susciter un débat honnête, les remous en valent la peine.

Roth raconte comment une quantité énorme de réactions « se sont abattues » sur elle. « Je n'avais encore jamais vu ça. Cela montre peut-être aussi l'incertitude de la population ». Elle a reçu du courrier de camarades de parti. Essentiellement positifs, une petite minorité d'entre eux étaient toutefois très en colère. Des gens de droite l'ont félicité. Lors de la session au Palais fédéral, des politiciens de l'autre camp l'ont félicitée pour son ouverture d'esprit. Au sein de son propre parti, on était un peu moins euphorique, on craignait que ses déclarations ne soient un tremplin pour les bourgeois.

En effet, quelque chose est en train de bouger. Les partisans de l'armée ont le vent en poupe. En Suisse, l'UDC et le PLR veulent plus d'argent et plus de troupes pour l'armée.

En Allemagne, le chancelier Olaf Scholz, politicien social-démocrate d'un pays en principe pacifiste, a décidé d'un réarmement à hauteur de centaines de milliards - et l'opposition de son propre camp a d'abord été à peine perceptible. Ce n'est qu'avec un peu de retard qu'on l'entend. Le camp politique de Scholz (et plein d'autres) se demandent si c'est vraiment avec des chars que l'on peut véritablement rendre le monde meilleur.

La réponse la plus simple est celle des opposants à l'armée : certainement pas. Et pourtant, des questions assez fondamentales se posent au Groupe pour une Suisse sans Armée (GSsA). Des images de soldats ukrainiens se battant héroïquement sont diffusées dans le monde entier, et l'idée qu'un État souverain a besoin d'une armée forte et soudainement de nouveau répandue. Qu'en est-il de sa propre raison d'être dans un tel moment ?

Jo Lang répond à cette question avec la décontraction d'un homme qui a toujours été minoritaire dans ses revendications. « Cette question s'est toujours posée à nous », dit le cofondateur du GSsA, qui siège encore aujourd'hui au comité. Celui qui a pour objectif lointain une Suisse sans armée doit être constant dans la lutte contre le réarmement. « C'est notre mission : briser la vague de réarmement à venir », dit Lang.

Cet homme de 67 ans est déconcerté par le fait qu'en plus de l'UDC et du PLR, la conseillère fédérale du Centre Viola Amherd demande maintenant de mettre fin à la collecte de signatures pour l'initiative populaire « Stop F-35 ». « C'est complètement à côté de la plaque que l'on instrumentalise la guerre en Ukraine pour un projet d'armement en Suisse ». Jeudi, le GSsA et le PS ont annoncé par communiqué qu'ils maintenaient leur initiative.

1989 a marqué le début d'une tendance qui pourrait maintenant prendre fin : le désarmement, l'essor des pacifistes. D'abord, le mur de Berlin tombait, et trois semaines plus tard, la Suisse votait sur l'abolition de l'armée. Ce fut un triomphe dans la défaite. 36% voulaient abolir l'armée. 36 pour cent !

« Ce fut une libération folle, un mur mental s'est brisé en Suisse », dit Lang en faisant référence à la manière dont l'armée a été gérée. Depuis, on peut parler de l'armée plus rationnellement. Le budget de l'armée a baissé, les effectifs ont diminué, passant de plus de 600'000 à 100'000 militaires aujourd'hui.

Maintenant, les bourgeois poussent à un revirement. « Mais je pense que c'est une grande erreur », déclare Lang. « Plus d'armes ne favorise certainement pas la paix ». Lang sait que dans le camp de gauche, tout le monde ne pense pas de la même manière. « La gauche a souvent été profondément divisée sur les questions militaires. Par exemple en ce qui concerne les interventions militaires à l'étranger. Je ne peux donc pas exclure qu'il y ait à nouveau des divergences ».

Lang ne voit qu'une seule possibilité pour la Suisse : « La Suisse n'affaiblit pas Poutine en s'armant, mais en bloquant économiquement toutes les entreprises et les fortunes de son entourage ». « Maintenant, ça chauffe dangereusement ».

En temps normal, il y a deux camps de gauche : d'un côté, les anti-interventionnistes et les pacifistes. De l'autre, celles et ceux qui trouvent qu'il n'est pas solidaire que la Suisse reste toujours neutre et laisse les autres faire le travail face aux conflits du monde. Quel groupe s'impose ?

Hans Ulrich Jost pense que la tendance est au réarmement. Cet homme de 81 ans a été professeur d'histoire suisse, ancien pilote d'avion de combat de l'armée suisse, il se considère comme un historien critique de gauche. « Ces évolutions se sont répétées à maintes reprises depuis la Première Guerre mondiale. Lorsqu'une guerre a éclaté, on s'est toujours prononcé en Suisse pour un réarmement ». Même avec l'aide de la gauche.

Il y a bien sûr des pacifistes, mais dès que « ça chauffait », ils sont devenus minoritaires. « Maintenant, ça chauffe dangereusement », constate Jost. Il s'attend donc à ce qu'à l'avenir, la ministre de la Défense Viola Amherd trouve plus facilement des majorités pour ses projets. L'actualité le fait penser à des époques longtemps révolues. Il avait onze ans

lorsque les bombes sont tombées sur la Corée. Après l'effondrement de l'Union soviétique, il ne pensait plus vivre une nouvelle guerre en Europe.

Les événements récents ont rendu le monde plus compliqué et ont fait vaciller des idéaux. Pas seulement chez Franziska Roth, mais aussi chez Michael Köpfli, ancien secrétaire général Vert'libéraux, aujourd'hui député au Grand Conseil à Berne, né en 1983, qui a grandi pendant les « deux décennies de bonheur en Europe occidentale », comme il le dit. Jeune, il se situait à gauche, puis s'est déplacé vers le centre, tout en restant critique vis-à-vis de l'armée à l'échelle des Vert'libéraux.

Köpfli a voté contre l'acquisition d'avions de combat lors des dernières votations populaires. Les événements de ces derniers jours ont déclenché quelque chose en lui. « Je ne m'attendais pas à une telle situation de menace », dit-il. Même avant l'invasion de Poutine, Köpfli voyait de bons arguments en faveur d'un réarmement contre les cyberattaques, mais moins pour la guerre conventionnelle. « Je m'occupe surtout de politique financière, je ne suis pas un expert de la manière dont le réarmement doit être fait, mais je remarque que je dois sans doute reconsidérer ma position très restrictive ». Il parle d'un dilemme. Son idéal d'une Europe désarmée est ébranlé. Comment réagir à cela ?

Köpfli a observé avec intérêt les réactions à l'intervention de la conseillère nationale socialiste Franziska Roth. Il a été frappé par la manière dont certains commentateurs du côté bourgeois se sont exprimés de manière presque moqueuse à ce sujet. Il n'a guère de compréhension pour cela. « Ce n'est pas le moment. Nous devons faire le point sur la situation et ne pas nous livrer à des joutes partisanses ».

C'est également l'avis de Franziska Roth, qui lance tout de même une pique à ses adversaires politiques : « La fuite en avant du PLR et de l'UDC avec leurs exigences globales de réarmement est tout de même inappropriée à la situation et manque de sérieux ». Jo Lang voit venir un grand débat de politique intérieure pour la Suisse. Un qui porte sur la pensée militaire et écologique. « Celui qui est pour le réarmement prend de l'argent à la protection du climat ».

Un dilemme de plus dans un monde déjà très compliqué.

Source

ZÜRCHER Christian, *Die Linken und ihr Militärdilemma*, in: Tagesanzeiger vom 03.03.2022, <https://www.tagesanzeiger.ch/selbst-linker-wollen-nicht-mehr-ueber-abruestung-reden-105471199428>. (Traduit de l'allemand par deepL)